

<http://lipietz.net/Changer-de-regime-alimentaire-de-la-prise-de-conscience-a-la-mise-en-oeuvre>

Colloque Alimentation soutenable

Changer de régime alimentaire : de la prise de conscience à la mise en oeuvre

- Député européen (Verts, France) - Mes initiatives - L'alimentation soutenable -



Publication date: jeudi 2 avril 2009

Creation date: 2 avril 2009

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Plus de 100 000 personnes meurent de faim chaque jour dans le monde. En France, il arrive que les personnes défavorisées souffrent de malnutrition. Avec les « émeutes de la faim » de 2008, la difficulté de nourrir la planète est devenue criante, et à la question de trouver un modèle agricole qui puisse répondre aux besoins de 9 milliards d'habitants vient désormais s'ajouter une nouvelle question : « avec quel régime alimentaire ? ». C'est un sujet très vaste, complexe, technique, et c'est notre responsabilité politique d'affronter ce sujet et de proposer des réponses.

1) La prise de conscience

La faim dans le monde n'est pas seulement un problème de pauvreté des individus, mais aussi un problème de manque de ressources alimentaires locales. Et si, dans le Tiers-monde, les terres cultivables disparaissent avec les sécheresses et la désertification, de plus en plus d'espaces cultivables sont destinés à d'autres productions que les productions vivrières : depuis la colonisation, c'étaient les cultures de rente (arachide, café, cacao, bananes) pour l'exportation, aujourd'hui, on met en cause les agrocarburants, et depuis deux ans, une campagne de sensibilisation de l'opinion est en cours.

[Ambroise Mazal](#), du Comité catholique contre la faim et pour le développement ([CCFD](#)), évoquera comment est organisé le pillage du Tiers-monde dans ces domaines, comment les lobbys ont maintenu le Tiers-Monde dans une situation de dépendance alimentaire, et comment une ONG comme la sienne peut agir par des campagnes d'opinion.

Dans le débat qui suivra les interventions, nous entendrons le [témoignage d'Yvonnick Huet](#), directeur d'[Agrisud](#), une ONG qui travaille à la reconstruction de l'agriculture vivrière dans le Tiers-monde.

[Au sujet des agrocarburants](#), rappelons qu'en Indonésie, les cultures de palmier à huile détruisent la forêt humide, qui est certes l'écosystème des tigres et des ourang-outans, mais aussi celui des populations indigènes qui y vivaient de cueillette, de chasse et de pêche. En Colombie, ce sont les parcelles d'agriculture vivrière qui ont été transformées, et au Sénégal [\[1\]](#), c'est le *Jatropha*, qu'on donnait il y a deux ans comme une plante miracle parce qu'elle pousse dans le désert, qui est désormais cultivé sur des terres arables, au détriment de l'agriculture vivrière.

Mais les agrocarburants ne sont pas seuls en cause, et ce colloque vise à montrer que le modèle alimentaire « carné » des pays « riches », que commencent à partager des pays émergents comme la Chine ou l'Inde, constitue une nouvelle menace, et que ce n'est pas un modèle soutenable pour l'avenir.

On a besoin, pour se nourrir correctement, d'une « quantité d'énergie » qui se mesure en calories (il en faut entre 2000 et 3000 par jour, selon l'âge, l'activité etc.) qu'on trouve principalement dans les glucides et les lipides, ainsi que d'éléments qui permettent d'entretenir et renouveler le corps humain, qu'on trouve dans les protéines (animales ou végétales, c'est à dire dans la viande ou bien dans les légumes).

Ceux qui étaient déjà nés dans les années soixante se souviennent peut-être qu'à l'époque, en France, la viande était encore rare et chère. Certaines familles des classes moyennes et modestes n'en mangeaient pas tous les jours ni tous les deux jours, parfois seulement une fois par semaine. Et pourtant, on se nourrissait !

C'est dans les années 60-70, avec le développement de l'élevage intensif, en batterie, d'animaux nourris au régime maïs-soja, que la viande est devenue en France abondante et accessible à tous tous les jours. Avec les abus et les catastrophes sanitaires que nous avons tous en mémoire (veau et poulet aux hormones, poulet à la dioxine, vache folle...).

La production d'1 kg de protéines animales consomme 10 à 15 fois plus de terre agricole que la production d'1 kg de protéines végétales - et c'est une des motivations des gens qui adoptent un régime végétarien, parce que ce sont souvent des gens qui ont une conscience vive de leur empreinte écologique - .

L'intervention d'[Hervé Théry](#), sur la culture du soja au Brésil, illustrera comment la consommation de viande pèse sur la forêt amazonienne, cette forêt que nous voulons protéger parce que c'est le « poumon de la planète », pour sa biodiversité, parce que des gens, des Indiens, y vivent ! et parce que c'est une gigantesque réserve d'eau douce.

En effet, on doit aussi prendre en compte la menace qui pèse sur les réserves d'eau potable, telle que dénoncée par le Troisième rapport mondial de l'ONU sur les ressources en eau, paru le 12 mars dernier. [Le rapport d'Agrimonde](#) donne des chiffres : en Californie, il faut 100 l d'eau pour 1 kg de pommes de terre, 4600l pour 1 kg de viande de porc, 4100 l pour 1 kg de viande de poulet, et ... 13 000 l d'eau pour 1 kg de viande de boeuf !!

Attention : si la production de viande, en France, pèse lourdement sur notre propre réserve en eau (pour l'arrosage des cultures de maïs fourrager), elle pèse aussi les terres cultivables d'autres régions de la planète : au lieu de produire nous-mêmes les protéines suffisantes pour l'alimentation du bétail, depuis l'après-guerre et les accords de Blair House, nous achetons des tourteaux de soja en Amérique du Nord et du Sud (chaque année 4,5 millions de tonnes. Comme le rendement du soja est d'environ 3 tonnes par ha et par an, ça revient à mobiliser 1,5 millions d'hectares).

Alors que dans le même temps, notre gouvernement subventionne les producteurs de betteraves, de céréales et de tournesol pour alimenter en E-10 ([de l'essence contenant 10% d'éthanol](#)) et en « biodiesel » les réservoirs de nos [voitures](#) (pdf) ! (223 000 ha de blé-maïs et 40 000 ha de betteraves prévus en 2010. Ainsi que 1 450 000 ha d'oléagineux pour le biodiesel).

Comment rendre audibles toutes ces informations, que changer, et comment convaincre qu'il faut changer ?

2) La mise en oeuvre

L'étude d'Agrimonde est assez optimiste, elle pronostique une évolution positive des habitudes alimentaires, une convergence des régimes alimentaires de tous les pays en matière d'apport calorique, et notamment une diminution de 4000 à 3000 de l'apport calorique quotidien dans les pays OCDE-1990. (Ce qui répond entre autre aux objectifs de lutte contre l'obésité dans les pays riches). L'avenir de l'alimentation de la planète y est envisagé du côté de l'agriculture (les progrès à accomplir tout en préservant l'environnement et les espaces de biodiversité). Elle constate la prise de conscience, la perception de la « dissémination » du concept d'alimentation durable, suite aux « émeutes de la faim ». Elle souhaite qu'une attitude plus responsable soit encouragée par les acteurs de la société civile comme par les pouvoirs publics qui tentent de sensibiliser les citoyens, et elle souligne que manquent encore des connaissances pour mieux comprendre la complexité des comportements alimentaires...

Il y a donc des « éléments pour convaincre » qui manquent encore, mais il y a aussi des entraves au changement vers un mode d'alimentation plus soutenable, moins « carnée », et l'intervention d'[Hannes Lorenzen](#) soulignera l'action des lobbys de la viande et des produits laitiers dans ce domaine.

Pour les politiques, si le début de la question est « quoi changer dans nos habitudes alimentaires ? », la suite est « comment changer ? ». Nous, les Verts, avons une longue expérience de la résistance au changement ! Il faut sans doute accentuer et argumenter la prise de conscience. Et il faut sans doute aussi des politiques publiques.

Accentuer la prise de conscience, c'est le métier des ONG et des politiques, c'est aussi le métier d'une sociologue comme [Christine César](#), qui a rédigé plusieurs rapports extrêmement « poignants » et dramatiques sur la situation alimentaire des « pauvres » en France, sur les conséquences sanitaires de la malnutrition en France. Elle indique par exemple que s'il est possible de s'alimenter correctement en France avec 3,60 euros par jour (le seuil de « pauvreté alimentaire ») en adoptant un régime de type « indien (riz, légumineuses, un peu de poisson séché, quelques fruits et légumes), les personnes les plus en difficulté ne disposent pour se nourrir que de 2,50 euros par jour, et que dans ces conditions, il n'est pas possible d'avoir une alimentation équilibrée.

A ce sujet, lors de la campagne des municipales à Paris, les Verts avaient proposé une carte « fruits et légumes » qui serait distribuée aux personnes qui ont des ressources très faibles, pour leur permettre de se nourrir mieux. Aujourd'hui, le gouvernement annonce une mesure qui paraît y ressembler, la possibilité d'acheter ses fruits et légumes avec des tickets-restaurant : mais ça ne concerne évidemment que les salariés qui bénéficient de tickets-restaurant ! Ce n'est pas une réponse à la malnutrition des plus pauvres !

Accentuer la prise de conscience, c'est aussi le métier des journalistes, et l'hebdomadaire [Politis](#) publiera la semaine prochaine tout un dossier issu de nos débats d'aujourd'hui.

Enfin, pour changer « en douceur », il faudra éduquer à des goûts nouveaux, de nouveaux équilibres de repas. On voit émerger des formations : par exemple, la revue Etopia propose « [comprendre les enjeux de notre assiette](#) ». Et parmi nous aujourd'hui, [Brigitte Fichaux](#), diététicienne, qui enseigne comment introduire des produits de l'agriculture biologique dans les menus des collectivités, ce qui implique, on le verra, non seulement une politique d'achats différente, mais surtout de composer différemment les menus, pour faire face au coût plus élevé des denrées.

Les Verts, quand ils en ont la responsabilité dans les collectivités où ils sont élus, introduisent progressivement des aliments issus de l'agriculture biologique dans la restauration collective (cantines scolaires, repas portés à domicile aux personnes âgées, etc). On sait les difficultés pour introduire le bio, on pourra en tirer des leçons pour introduire un régime moins riche en produits animaux. Une nouvelle étape serait d'enseigner l'usage et la consommation des protéines végétales, par exemple sous la forme d'un repas végétarien par semaine dans les cantines.

Conclusion

La prise de conscience est en route, un hebdomadaire comme ELLE donnait la semaine dernière des conseils pour manger bio « moins cher », et recommandait pour ça d'acheter « local », « de saison », et de remplacer parfois la viande par des protéines végétales !

Il restera aussi à prendre en compte les conditions de travail des paysans et des ouvriers agricoles. Certes, il y a les organisations de commerce équitable, pour les produits qui viennent du tiers-Monde. La [conclusion d'Alain Lipietz](#) traitera du rôle de l'Union européenne dans ce domaine, dans nos relations commerciales avec les pays tiers.

Mais à l'intérieur même de l'Union ? Peut-on accepter de consommer des produits agricoles, par exemple espagnols, quand on connaît les conditions sanitaires, les conditions de travail épouvantables des immigrés-réfugiés climatiques- réfugiés économiques sans-papiers des hommes et des femmes employés aux récoltes ? Ce devra être l'objet d'encore une autre campagne...

[1] [Revue de presse](#) de la Mission Agrobiosciences, 2 mars 2009.